

Commission : Sommet UE – candidats à l'adhésion

Problématiques : Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

Auteur : Serbie

La Serbie est un pays des Balkans qui a été en proie à des conflits ethniques et politiques pendant de nombreuses années. Actuellement le pays a adopté une république démocratique, qui est engagée, depuis la fin des années 1990, dans un processus de transition politique et économique, qui vise à intégrer le pays dans les structures européennes, notamment l'Union européenne (UE). Elle est déjà membre de diverses organisations internationales (dont l'ONU en 2000) et, faire partie de l'UE pourrait donc à son tour équilibrer ses relations avec l'étranger, tout en pouvant s'investir davantage à des projets de développement national et international, comme c'est le cas de sa coopérative régionale avec les Balkans.

L'Etat de Serbie instaure un régime parlementaire, après la séparation avec le Monténégro en 2006. Le Parlement serbe approuve la formation d'un nouveau gouvernement, après des élections législatives de 2007. Les élections législatives et présidentielle de 2022, ont été remportées par le parti progressiste serbe (le SNS), de centre droit et pro-européen; et par le président Aleksandar Vučić, élu par majorité parlementaire. L'Assemblée nationale de Serbie est composée de 250 membres élus pour un mandat de quatre ans. Les partis politiques les plus représentatifs sont le Parti progressiste serbe, le Parti socialiste de Serbie et le Parti démocratique.

Sur le plan économique, la Serbie a connu une croissance positive ces dernières années, mais reste confrontée à des défis tels que le chômage élevé et la faiblesse des investissements étrangers. Des tensions économiques et sociales se sont marquées en 1992 et 1996. Peu après la création de la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), en 1990, où son intervention dans les conflits des Balkans lui provoque des critiques à niveau international. Le gouvernement a entrepris des réformes économiques visant à améliorer l'environnement des affaires et à renforcer la compétitivité de l'économie serbe.

L'adhésion de la Serbie à l'UE est une priorité pour le gouvernement serbe, qui considère cette intégration comme un objectif clé pour l'avenir du pays. En 2012, la Serbie a obtenu le statut de candidat à l'adhésion à l'UE et en 2014 a entamé des négociations pour celle-ci, mais le processus est encore en cours, et le gouvernement serbe doit s'adapter aux normes européennes. Le pays a accompli des progrès significatifs dans de nombreux domaines, tels que la réforme judiciaire, de gouvernance, de lutte contre la corruption et la criminalité organisée, de protection des droits de l'homme, et de protection de l'environnement. La Serbie a également signé des accords, tels que l'Accord de stabilisation et d'association (ASA).

Cependant, ce processus d'adhésion est complexe et exigeant, puisqu'il implique des réformes structurelles importantes, des investissements massifs dans les infrastructures et une adaptation aux normes européennes en matière de commerce, de sécurité, de politique étrangère et de réglementation. En outre, l'adhésion de la Serbie à l'UE est soumise à des critères stricts et conditionnels, qui incluent notamment les relations avec le Kosovo, Etat du territoire serbe considéré indépendant par l'UE et lui-même, depuis 2008, mais que la Serbie n'a pas reconnue par la Serbie. La normalisation des relations avec le Kosovo est un préalable important à l'adhésion de la Serbie à l'UE. Dans le dernier rapport de la Commission européenne de 2021 sur la question des élargissements, la Serbie a connu des progrès considérables et divers, comme par exemple à l'état de droit et son adaptation législative concernant l'acquis communautaire dans les domaines du transport (ferroviaire, maritime et aérien), de la gestion des déchets, et du changement climatique.

Malgré les défis qui se présentent, la Serbie est déterminée à poursuivre son plan d'adhésion en espérant devenir un membre à part entière de l'UE dans l'avenir. En 2019, la Serbie a ouvert deux nouveaux chapitres de négociation avec l'UE, portant le nombre total de chapitres ouverts à 18 sur 35. La Serbie a également signé l'accord de stabilisation et d'association avec l'UE en 2008, qui établit un cadre pour la coopération économique et politique entre les deux parties. Depuis lors, le commerce et les investissements entre la Serbie et l'UE ont considérablement augmenté, ce qui a

contribué, entre autres, à la croissance économique du pays. Les progrès significatifs dans son rapprochement avec l'UE pourraient faire de la Serbie l'appui et exemple pour les pays des Balkans occidentaux à s'engager davantage dans des affaires d'intérêts européen. De plus, l'engagement de plus en plus actif du pays dans des sujets internationaux, font que la Serbie prenne peu à peu du poids sur des sujets importants.

En résumé, la Serbie est un pays situé au sud-est de l'Europe, et qui compte avec un système de république parlementaire démocratique qui fait face à des défis économiques et sociaux importants, mais qui a réalisé des progrès significatifs sur le plan démocratique depuis la fin des années 1990. Notamment en accomplissant des progrès significatifs dans son rapprochement avec l'UE, le pays est déterminé à poursuivre ses réformes et à résoudre les défis qui se présentent sur son chemin.